

Le « quoi qu'il en coûte » mieux maîtrisé en France

04/05/22

Voilà des résultats qui ont de quoi interpeller, du moins à première vue. Alors que certaines critiques sur la gestion des deniers publics ont parfois été virulentes durant la crise du coronavirus, le gouvernement Castex a finalement moins « crâmé la caisse », selon l'expression de la candidate LR à l'élection présidentielle, Valérie Pécresse, que la plupart de ses homologues européens.

Entre 2019 et 2021, les dépenses publiques en euros ont progressé de 10,7% en France, contre 14,5% en moyenne dans la zone euro, évalue François Ecalle, ancien magistrat de la Cour des comptes et fondateur de Fipeco, dans une récente note. Plus surprenant, ces dépenses ont augmenté de 17,6% en Allemagne, pays souvent cité en exemple pour sa gestion budgétaire exemplaire, ou encore de 16,8% aux Pays-Bas, 15,6% en Espagne et 12,5% en Italie. En réalité, « la Finlande est le seul pays où elles ont moins augmenté qu'en France », poursuit l'expert des finances publiques, se basant sur les chiffres officiels d'Eurostat.

C'est un fait, le « quoi qu'il en coûte » présidentiel lancé en mars 2020 lorsque la pandémie a frappé de plein fouet la France - et le monde - n'est pas une exception française. L'ensemble des pays européens ont engagé la même stratégie, en dépensant massivement sans compter pour protéger ménages et entreprises face à cette crise sanitaire exogène.

Activité partielle, fonds de solidarité, prêts garantis par l'Etat, re-

ports de charges sociales et fiscales, subventions... Des mesures similaires ont ainsi été mises en place rapidement, dont l'application a toutefois été différente d'un Etat à l'autre. La France a préféré diversifier les dispositifs, une stratégie saluée par le comité de suivi et d'évaluation des mesures de soutien financier aux entreprises, dans un rapport publié en juillet dernier. Ses voisins ont, eux, fait des choix « plus marqués » en concentrant davantage les financements sur quelques-uns seulement.

Mauvais élève

Ces résultats ne manquent certainement pas de satisfaire les équipes de Bercy, qui ont fait chauffer les calculatrices pendant de longs mois pour mettre en œuvre ce fameux « quoi qu'il en coûte » et déverser des dizaines de milliards d'euros dans l'économie.

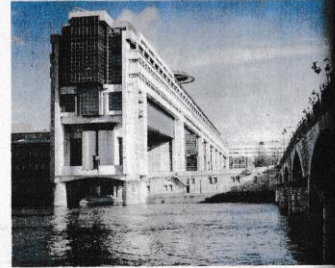
Il n'y a toutefois pas de quoi paivoiser. Certes, la dépense a été davantage limitée durant la crise. Mais la France a affronté la pandémie avec des finances publiques bien plus dégradées que la plupart de ses voisins européens, faute de réformes d'envergure pendant des décennies pour réduire son train de vie. Résultat : « partant d'un niveau de dépenses nettement supérieur à celui des autres pays en 2019, la France est restée au premier rang de la zone euro, et de l'Union européenne, en 2021 avec des dépenses publiques égales à 59,2% du PIB (crédits d'impôt inclus). La moyenne de la zone euro était de 52,4% du PIB et les dépenses de l'Allemagne repré-

sentaient 51,5% du PIB », déplore François Ecalle.

Aujourd'hui plus qu'hier, cette situation confirme la position française de mauvais élève de la zone euro aux côtés des pays du Sud, dont les principaux indicateurs de finances publiques sont critiques. Avec un déficit public qui s'est établi à 6,5% du PIB, contre 5,1% en moyenne pour la zone euro en 2021, l'Hexagone est ainsi proche de l'Italie (7,2%) et de l'Espagne (6,9%) et bien loin de l'Allemagne, dont le déficit est évalué à 3,7%.

Peut-être plus alarmant encore, avec une dette publique proche de 113% du PIB fin 2021, la France fait partie des sept pays de la zone euro dont l'endettement reste supérieur à 103% du PIB et qui se situent « tous au sud, sauf la Belgique (108,2% du PIB) », conclut l'expert des finances publiques. ■ M.M.

Un satisfait pour Bercy, mais qui ne doit pas faire oublier que les finances publiques de la France restent bien plus dégradées que celles de la plupart de ses voisins européens. F. BOUCHON/LE FIGARO



123

123

COURS DE L'ACTION META PLATFORMS (L'ESPION)
 123